

Pau, le 31 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0277

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.412-30 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 17 avril 1975 réglementant le stationnement et le régime de priorité au carrefour avenue Jean Mermoz, avenue de Lons et la rue Labourdette ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;

Considérant qu'il convient de réglementer par un nouvel arrêté ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le régime de priorité au carrefour formé par l'avenue de Lons, la rue Labourdette, et l'avenue Jean Mermoz ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 17 avril 1975 qui réglementait le stationnement et le régime de priorité au carrefour avenue Jean Mermoz, avenue de Lons et la rue Labourdette est abrogé.

ARTICLE 2 – La circulation des véhicules est réglementée par feux tricolores au carrefour formé par l'avenue de Lons, la rue Labourdette et l'avenue Jean Mermoz.

En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant, les usagers circulant sur la rue Labourdette et l'avenue de Lons doivent céder la priorité aux véhicules circulant sur l'avenue Jean Mermoz.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

1-9 JUIN 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire